

**ASSOCIATION NATIONALE DES COMBATTANTS  
DES OPERATIONS EXTERIEURES (ANOPEX)**

Association fondée le 25 novembre 2009

Régie par la Loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

Enregistrée sous le n° W751203297 le 20 janvier 2010 par la Préfecture de Police de Paris

Siège : Tour Pacific, 11-13 cours Valmy, 92577, Paris La Défense cedex

**REGLEMENT INTERIEUR**

Approuvé par l'assemblée générale du 9 mars 2024

**PREAMBULE**

Le présent règlement est pris en application des dispositions de l'article 19 des statuts de l'ANOPEX. Il a pour objet de préciser, en s'y référant, le champ et les conditions d'application de certains articles des statuts qui se limitent à indiquer une orientation générale.

Les dispositions du règlement intérieur sont applicables à tous les adhérents.

On entend par « personne reconnue », toute personne ayant reçu l'agrément du conseil d'administration.

Dans la suite du texte :

- Le mot « personne » désigne, indifféremment une femme ou un homme.
- L'abréviation « CA » désigne le conseil d'administration.
- L'abréviation « RI » désigne le règlement intérieur.
- Les abréviations « DD », « DDA » et « DDS » désignent respectivement le délégué départemental, le délégué départemental adjoint et les délégués de secteurs.

Pour faciliter la lecture, le plan suivi est celui des statuts.

**CHAPITRE I**

**BUTS ET COMPOSITION DE L'ASSOCIATION**

**ARTICLE 1 : DENOMINATION ET BUTS DE L'ASSOCIATION**

Non concerné par le RI

**ARTICLE 2 : MOYENS D'ACTION**

Non concerné par le RI

**ARTICLE 3 : MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

Les points suivants précisent les obligations des adhérents :

*3-1: Correspondance.*

L'ANOPEX s'est dotée d'un site informatique avec une partie privée réservée aux adhérents qui permet :

- la consultation de ses données personnelles ;
- la mise à jour de ces données ;
- le paiement électronique de la cotisation et de dons ;
- l'édition de sa carte d'adhérent annuelle dès que la cotisation est versée ;
- Les achats en ligne d'objets promotionnels.

Dans ces conditions, le mode préférentiel de correspondance est la messagerie électronique et le paiement en ligne, qui sont plus efficaces et moins onéreux.

Cependant, la correspondance postale est toujours possible, notamment pour ceux qui n'ont pas encore accès à l'internet.

Dans ce cas, toute lettre nécessitant une réponse doit contenir un timbre.

Afin d'éviter des recherches, des pertes de temps, des erreurs, les adhérents doivent mentionner le numéro de leur carte d'adhérent dans leurs correspondances.

### *3-2 : Changement d'adresse.*

Les adhérents qui changent d'adresse doivent faire connaître leur nouveau domicile le plus tôt possible au siège social, éventuellement via leur délégué départemental. Dans tous les cas la modification apportée sera visible par le délégué départemental qui a accès à toutes les coordonnées des adhérents de son département.

### *3-3 : Démarche et manifestations.*

Les adhérents peuvent effectuer des démarches et organiser des manifestations au nom de l'ANOPEX avec l'accord préalable du bureau national ou du délégué départemental.

### *3-4 : Informatique et liberté,*

L'utilisation des données du site doit se faire uniquement dans le cadre associatif. Les adhérents ne peuvent exporter ces données pour usage commercial ou personnel.

### *3-5 : Droit à l'image*

L'administration centrale ou les délégations départementales de l'Anopex peuvent être amenées à employer les services de collaborateurs bénévoles mineurs, notamment comme porte-drapeau. Dans ce cas il importe que les parents autorisent expressément que ces jeunes-gens apparaissent dans les reportages photographiques ou vidéographiques des manifestations auxquelles ils participent. A cet effet, un formulaire d'autorisation sera inséré dans les documents mis à disposition sur le site et devra être signé par les parents. L'éventuelle suppression de l'autorisation par les parents devra entraîner la destruction dudit formulaire et la cessation immédiate de la collaboration avec le mineur.

## **ARTICLE 4 : PERTE DE LA QUALITE DE MEMBRE DE L'ASSOCIATION**

### *4-1 : Démission*

Toute démission doit être annoncée par un courrier adressé au président de l'ANOPEX avec copie au délégué départemental. Pour être effective la démission devra être acceptée par le président après examen et délibération en bureau afin de pouvoir lever toute ambiguïté.

## **CHAPITRE II**

### **ORGANISATION, ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT**

#### **PRINCIPES GENERAUX**

Non concerné par le RI

### **SECTION 1 : ECHELON CENTRAL**

#### **ARTICLE 5 : POUVOIRS ET COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

5-1 : Parmi les 18 membres, 6 postes peuvent être dédiés à des militaires en activité. Ce dernier nombre pourra être diminué autant que nécessaire en fonction de l'état des candidatures constaté par le conseil d'administration.

5-2 : Les administrateurs sont élus au scrutin uninominal et à bulletin secret, à la majorité absolue des exprimés au premier tour, à la majorité relative au 2<sup>e</sup> tour.

5-3 : En cas de renouvellement du CA, les candidatures des sortants ou des adhérents désirant s'y présenter devront parvenir au siège trois mois avant la date de l'AG. La déclaration de candidature comprend un curriculum vitae et une lettre de motivation.

5-4 : Le bureau assure l'exécution des décisions du CA. Il dirige l'association dans l'intervalle des réunions du CA.

#### **ARTICLE 6 : REUNIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Non concerné par le RI.

#### **ARTICLE 7 : AUTRES DISPOSITIONS CONCERNANT LE CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Non concerné par le RI.

## **ARTICLE 8 : ASSEMBLEE GENERALE**

Les points suivants précisent le déroulement des assemblées générales :

8-1 : L'ordre du jour est indiqué sur la convocation.

8-2 : Les membres de l'assemblée générale désirant poser une question non inscrite à l'ordre du jour, devront la déposer au siège de l'ANOPEX au minimum 15 jours avant la date de l'AG. Elle sera traitée lors des questions diverses.

8-3 : Le président dirige les débats de l'assemblée générale.

8-4 : Seuls peuvent prendre part aux votes les membres actifs à jour de cotisation le 1<sup>er</sup> jour du mois de l'assemblée générale. Les feuilles d'émargement des assemblées générales précisent en face de chaque nom si la personne est à jour de cotisation.

## **ARTICLE 9 : POUVOIRS DU PRESIDENT**

9-1 : en fonction des besoins, le président peut nommer des chargés de mission, à charge pour ceux-ci de réunir des collaborateurs autour d'eux. La commission ainsi constituée peut se voir dotée d'un budget.

9-2: Responsabilités particulières des membres du CA.

L'un des vice-présidents, nommé « président délégué », seconde le président dans toutes ses fonctions. Il le remplace en cas d'absence ou d'empêchement.

Outre les fonctions statutaires :

- secrétaire général ;
- secrétaire général adjoint ;
- trésorier ;
- trésorier adjoint ;

les autres membres du CA, dont les vice-présidents, sont chargés des responsabilités suivantes :

- la communication ;
- l'administration du site
- la solidarité et le droit à réparation ;
- l'animation du réseau des délégués ;
- le rayonnement ;
- les droits et le contentieux ;
- la mémoire ;
- les relations extérieures.

## **ARTICLE 10 : DELIBERATIONS DU CA SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

Non concerné par le Ri

## **SECTION 2 : ECHELON DECONCENTRE : LES DELEGATIONS**

### **ARTICLE 12 : STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT DES DELEGATIONS**

Les points suivants précisent les conditions d'adaptation du découpage des délégations, les modalités des élections des délégués, le périmètre de leurs responsabilités.

12-1 : Chaque fois que possible, la zone de responsabilité d'une délégation restera le département, tant que ce découpage administratif sur lequel est calqué le réseau de l'ONaCVG sera valide.

12-2 : En fonction de contingences locales, les délégations ANOPEX peuvent

- se regrouper avec des départements limitrophes ;
- se diviser en secteurs.

12-3 : La nomination d'un délégué départemental devra se faire par la voie électorale dans une délégation comprenant un nombre minimum de 30 adhérents à jour de cotisation au 31 décembre de l'année précédente.

12-4 : Les délégués et les délégués adjoints sont élus au scrutin de liste (un ticket DD et DDA) à la majorité absolue au 1<sup>er</sup> tour, à la majorité relative au second tour. Les adhérents peuvent voter par correspondance, par courrier électronique ou par une application en ligne.

12-5 : Lors du renouvellement des délégués, les listes de candidatures doivent parvenir au siège, qui doit les valider, trois mois avant la date de l'élection et aux adhérents un mois avant cette date. Le dossier de candidature comprend le CV et la lettre de motivation des candidats délégué et délégué adjoint qui font liste commune.

12-6 : les délégués ne peuvent engager la responsabilité de l'ANOPEX auprès des autres associations ou organisations sans autorisation préalable du bureau,

12-7 : Les délégués ont toute latitude pour communiquer auprès des autorités administratives, associatives, élus, représentants de la société civile de leur zone de responsabilité. Ils ne peuvent interpellier les autorités de niveau national sans autorisation du bureau.

## **CHAPITRE III RESSOURCES**

### **ARTICLE 13 : RESSOURCES**

13-1 : La cotisation acquittée par les membres de l'Anopex constitue la ressource financière fondamentale de l'association, même lorsqu'elle n'est pas la plus productive.

Dans les statuts et dans le règlement intérieur, l'expression « à jour de leur cotisation » désigne la cotisation de l'année en cours, même si l'adhérent ne peut être considéré comme en défaut de paiement avant le 1<sup>er</sup> janvier suivant.

Cette cotisation est fixée chaque année par l'assemblée générale pour être effective à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit.

Les ayants droit ou ayants cause d'un ancien des opérations extérieures ou intérieures qui adhèrent à l'Anopex, bénéficient d'une réduction de 50% de la cotisation.

Les collaborateurs bénévoles de l'Anopex sont exonérés de cotisation.

13-2 : Les délégations ne disposent pas de l'autonomie financière. Elles peuvent néanmoins bénéficier de subventions du siège pour financer un projet local.

13-3<sup>1</sup> : Dans le cadre de leurs fonctions, les administrateurs, et les chargés de mission nationaux et départementaux, peuvent être amenés à exposer des frais de déplacement ou autres.

Ces frais doivent légitimement donner lieu à compensation, même si le principe de bénévolat peut signifier aussi une participation financière au-delà de la simple cotisation.

A cet effet, et en application de l'article 200 du code général des impôts, l'ANOPEX privilégiera la procédure des reçus fiscaux en contrepartie de l'abandon de leurs créances par les missionnaires, et ceux-ci pourront ainsi inscrire des dons aux œuvres de même valeur dans leur déclaration de revenus.

Toutefois, les missionnaires qui le souhaiteraient pourraient bénéficier du remboursement de leurs frais, selon les modalités définies par l'assemblée générale et le conseil d'administration, chacun en ce qui le concerne.

Pour l'ensemble des adhérents, lorsque les frais ont été exposés dans le cadre de la réunion d'une assemblée générale, qu'elle soit nationale ou départementale, aucun remboursement ne pourra être accordé par l'association.

### **ARTICLE 14 : COMPTABILITE**

Non concerné par le RI.

## **CHAPITRE IV MODIFICATION DES STATUTS ET DISSOLUTION**

### **ARTICLE 15 : MODIFICATION DES STATUTS**

Non concerné par le RI.

### **ARTICLE 16 : DISSOLUTION DE L'ASSOCIATION**

Non concerné par le RI.

---

<sup>1</sup> AGO du 30/04/2021

#### **ARTICLE 17 : LIQUIDATION DES BIENS**

Non concerné par le RI.

### **CHAPITRE V SURVEILLANCE ET REGLEMENT INTERIEUR**

#### **ARTICLE 18 : COMPTE-RENDUS AUX AUTORITES**

Non concerné par le RI.

#### **ARTICLE 19 : REGLEMENT INTERIEUR**

Non concerné par le RI.